

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55.

Rédaction : ANDRE COLOMER
123, rue Montmartre, PARIS (2^e)

Un entretien avec Miguel de Unamuno

Il nous parle de la situation espagnole

Les premiers ici, nous avons protesté contre la déportation du professeur Miguel de Unamuno, victime de l'arbitraire de Primo de Rivera.

Profitant de son passage à Bruxelles, au retour de son exil, nous avons jugé intéressant de connaître son opinion sur la situation de l'Espagne.

Sans le prévenir, je vais à son hôtel, et, comme il traverse le hall au moment de mon arrivée, je l'aborde :

« Monsieur Unamuno ?... Je viens m'entretenir avec vous, au nom du Libertaire. »

Il réfléchit un instant, puis nous introduit dans un petit salon où, pendant plus d'une heure, nous écoutons son langage simple et clair.

Don Miguel est un homme affable, il ne parle pas en être supérieur et n'est ni un passionné, ni un dogmatique.

Notre entrevue fut courte et agréable. Après avoir entendu de lui maints détails intéressants depuis l'arrêté de sa déportation jusqu'à sa libération de Fuerteventura, par Henry Dumay, nous l'interrogeons :

— Comment vous expliquez-vous la passivité collective du peuple espagnol devant la dictature de Primo de Rivera ?

— L'Espagne manque malheureusement d'opinion publique. Silvela disait, il y a longtemps : « Le pouls du pays ne bat plus. » La principale préoccupation du peuple espagnol est de vivre. Le cinéma, les spectacles, le sport, accaparent toute son activité. Les changements de régime ne peuvent guère l'inquiéter s'ils ne sont pas suivis d'une augmentation du coût de la vie... et c'est ainsi que l'émotion produite par le coup d'Etat fut de très courte durée... Comment la suppression des libertés de presse, de réunion, de conscience pourrait-elle intéresser un peuple qui ne lit pas, qui ne se réunit pas, qui n'a pas de conscience ?

— Ce n'est pas seulement le peuple qui se tait ; il y a aussi le silence des intellectuels et de la presse.

— La plupart des intellectuels et toute la presse émergent au budget : celle-ci par les subventions, ceux-là par leurs emplois et situations... Les uns et les autres préfèrent se taire que de risquer la perte de « leurs moyens alimentaires ».

— Pourtant, il me semble que le désastre du Maroc aurait dû secouer cette sorte d'apathie qui domine l'Espagne ?

— En général, on accepte l'aventure marocaine avec résignation. J'ai entendu dire plus d'une fois : « Nos enfants tombent comme des mouches ; hélas ! un jour ou l'autre ils devraient mourir. » Le plus triste est que la catastrophe du Maroc est de la responsabilité exclusive du roi, lequel, sans écouter les conseils compétents, a mené cette campagne sur sa seule initiative.

— L'Espagne produit l'impression d'un pays qui est fatigué de naissance et incapable de réagir.

— Alors, la dictature de Primo de Rivera n'est pas prête à finir ?

— C'est en profitant de cette indifférence que Primo de Rivera a pu établir sa dictature. D'ailleurs, à ce moment-là, le premier venu, avec un peu d'audace, eût fait la même chose. Mais quand il prétendait consolider sa situation, il échoue devant la même indifférence. Il voulut créer le « sombre », sorte de milice fasciste, et les uniques affiliés furent des chasseurs qui trouvèrent là le moyen gratuit d'avoir un permis d'usage d'armes. *El Directorio* est condamné à disparaître à brève échéance, soit éliminé par la fraction militaire adverse, soit renversé par une réaction des partis de l'opposition, à moins que lui-même n'abandonne le pouvoir devant sa propre incapacité. Sa durée ne constitue pas pour nous une inquiétude.

— La vie du pays dépend des minorités actives et organisées : partis politiques ou syndicats. Ces minorités étant divisées entre elles et représentant des intérêts distincts, le pouvoir échoira aux plus forts, aux plus audacieux, ou aux mieux organisés ; car, je ne crois pas qu'il puisse s'établir un accord durable entre partisans d'idées opposées et de méthodes discordantes,

on lutte pour obtenir des conditions nouvelles dans la voie du progrès.

Et M. Unamuno finit par nous avouer que le caractère du peuple espagnol se prête à une plus ample compréhension de la liberté, car il pardonne et justifie plus facilement les manifestations même les plus opposées à son tempérament et à ses sentiments.

Nous lui posons d'autres questions, mais, habilement, il laisse sans réponse celles qui peuvent le compromettre. Cela n'a rien d'étonnant de la part d'un homme qui peut être appelé, après le « débarquement » d'Alphonse XIII, à devenir le Président de la République bourgeoise espagnole, à moins que nos camarades de là-bas ne soient assez forts pour implanter un régime qui aurait seulement à utiliser les qualités de savant de M. de Unamuno.

WILKENS

Bruxelles, 10 août 1924.

Vite, vite !

Depuis huit mois déjà, chaque jour, notre « Libertaire » lutte contre les difficultés financières qui semblent s'associer à toutes les forces de réaction. Depuis huit mois, il se défend contre tous ceux qui ont juré sa perte et attendent dans l'ombre que disparaîsse notre petit organisme.

Eh bien, il ne faut pas que meure le seul journal anarchiste quotidien. Il ne faut pas que tous nos adversaires, de droite ou de gauche, puissent se réjouir de sa disparition. Ce serait un coup mortel qui frapperait le Mouvement anarchiste, et cela ne peut pas être.

Camarades, vous avez fait, nous ne ignorons pas, de lourds sacrifices, et ce n'est pas de gâter de cœur que nous faisons encore appel à vos gros sous, mais pourtant vous ne devez pas ignorer qu'un organe sans attaches financières, notamment en ce qui concerne Jane Morand et Cottin. C'est, rappelons-le, de la sorte qu'il a été procédé à l'égard de Goldsky. »

C'est encore Paris-Soir qui revient, hier soir, sur le sujet et qui déclare :

« Nous avons été les premiers à annoncer, hier, que la libération de Jane Morand et de Cottin n'était plus qu'une question de jours. »

— M. René Renault, ministre de la Justice, nous précise, étudie et fait étudier les dossiers des deux anarchistes. Il n'y a plus qu'une mise au point de la procédure et des formalités indispensables. »

Nous avons donc trouvé dans la presse d'hier d'autres motifs à espérer, mais, que c'est long !

Cottin à l'infirmerie de Fresnes

L'agence Radio nous communique : « Paris, 13 août. — En raison de l'état de santé de Cottin, et en atten-

ABONNEMENTS	
FRANCE	ETRANGER
Un an.... 80 fr	Un an.... 112 fr
Six mois... 40 fr	Six mois... 56 fr
Trois mois... 20 fr	Trois mois... 28 fr
Chèque postal Lentente 656-02	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Il se confirme que Cottin et Jane Morand vont être libérés

Tous les journaux d'hier matin publient l'heureuse nouvelle.

C'est le Quotidien qui écrit :

« M. René Renault, ministre de la Justice, s'est ému de la situation de Jane Morand, dont la santé physique et morale est gravement atteinte.

« Il s'est également ému du sort de Cottin, dont l'état est pareillement pitoyable.

« Le ministre a procédé hier à un examen minutieux des deux dossiers et nous pouvons affirmer qu'une mesure de clémence est imminent. »

C'est le Matin qui insiste et qui dit :

« Un certain nombre de dossiers sont d'ores et déjà à l'étude aux fins d'octroi de la grâce amnististe. Mais, dès à présent, en raison de l'état de santé de certains détenus amnistiables, des suspensions de peine sont envisagées, notamment en ce qui concerne Jane Morand et Cottin. C'est, rappelons-le, de la sorte qu'il a été procédé à l'égard de Goldsky. »

C'est encore Paris-Soir qui revient, hier soir, sur le sujet et qui déclare :

« Nous avons été les premiers à annoncer, hier, que la libération de Jane Morand et de Cottin n'était plus qu'une question de jours. »

— M. René Renault, ministre de la Justice, nous précise, étudie et fait étudier les dossiers des deux anarchistes. Il n'y a plus qu'une mise au point de la procédure et des formalités indispensables. »

Nous avons donc trouvé dans la presse d'hier d'autres motifs à espérer, mais, que c'est long !

Cottin à l'infirmerie de Fresnes

L'agence Radio nous communique : « Paris, 13 août. — En raison de l'état de santé de Cottin, et en atten-

dant qu'il soit statué sur son cas, M. René Renault, garde des sceaux, vient de décider que ce condamné serait transféré de la prison de Melun, où il est actuellement, à l'infirmerie de la prison de Fresnes.

« L'opération du transfert aura lieu incessamment. »

L'infirmerie de Fresnes, c'est déjà un pas hors du tombeau, mais ce n'est qu'un pas et il en reste au moins un autre à faire franchir à notre cher camarade. Qu'on n'attende pas trop.

Jane Morand irait à la Salpêtrière

La procédure employée pour Cottin est également employée pour Jane Morand. Notre amie ne sera, non plus, point libérée immédiatement : la libérée, parallèle, ne le permet pas.

Le bruit court que Jane va être conduite à l'hôpital de la Salpêtrière, en attendant l'heure de sa libération.

Triste, bien triste chinoiserie !

Ecoutez l'officiel « Temps »

On a annoncé que, pour des raisons de santé, Cottin, qui a tiré sur M. Clemenceau, et Jane Morand, condamnés en conseil de guerre, allaient être l'objet de mesures de clémence. Information prise, leur situation est celle-ci : les dossiers des condamnés sont actuellement à l'examen. La commission des libérations conditionnelles ne se réunissant que le 21 août, aucune décision ne sera prise avant cette date. En attendant, on envisage le transfert des deux détenus soit dans une prison où ils pourraient recevoir les soins que nécessite leur état, soit même dans un hôpital. Il serait question de transférer Cottin à Fresnes, et Jane Morand à la Salpêtrière. »

Au Havre, en pleine bataille

La trahison des chefs réformistes

[DE NOTRE ENVOYÉ SPECIAL]

Voici deux ans que, dans cette grande cité du travail, les métallurgistes se faisaient fusiller au cercle Franklin par la soldatesque de Poincaré.

Deux ans qu'une rafale mortelle abatit sur le pavé les ouvriers. Et pourtant malgré cela, malgré la menace de mort qui plane sur la ville, il règne aujourd'hui au Havre la même atmosphère de bataille, la même idée de lutte de classes — l'idée de toujours du véritable syndicaliste qui gresse irréductiblement l'exploit contre l'exploiteur.

A vivre ce mouvement des jours d'orage et de lutte, on se sent emporté par le souffle ardent d'un passé héroïque — passé où le mouvement ouvrier ne connaît pas encore l'influence démoralisante des politiciens.

Ah ! que ceux qui n'ont plus confiance au syndicalisme révolutionnaire ; que ceux qui disent que le syndicalisme ne suffit pas à lui-même viennent au Havre ! Ils apprendront au contact journalier de la rude bataille engagée par les marins contre la puissance du Comité Central des Armateurs de France que l'idée claire et brutale de la lutte de classes est plus vive que jamais !

Ces fières enfants de l'Océan ne sont pas de ceux qui plotent la tête — surtout devant les politiciens.

Habitués à regarder en face les périls et les dangers que renferment les immenses mouvements, ils savent se dresser en hommes, en producteurs conscients de leur propre valeur, contre toutes les forces de répression : gouvernemental et patronale.

Les syndiqués de ce pays peuvent sauver les marins du Havre ; ceux-ci leur montrent comment on mène la guerre des classes.

Il est neuf heures du matin. Devant le Cercle Franklin, plus de 10.000 marins et dockers sont déjà massés. C'est le meeting ouvert, où l'action se concrète.

Les volontés se tendent à nouveau pour la continuation de la lutte.

La plupart de ceux qui sont là n'ont pas encore dormi ; toute la nuit, rôdant sur les quais, ils firent une chasse à l'homme imprévisible. Mais, dominés par le puissant

sentiment de classe, ils sont là prêts à recommander.

Le meeting ouvert, on fait un appel nominal par bateau.

Et puis ensuite de nombreux camarades viennent démontrer la trahison des réformistes.

Julie demande aux marins de traquer sans peur les renards et d'employer les méthodes d'action directe. Il leur montre également que la lutte entre le capital et le travail revêt parfois le caractère d'une tragique violence. Il parle ensuite des marins de Marseille qui sont prêts à marcher par-dessus la tête et la volonté de leurs chefs réformistes — et il termine en disant que le prolétariat ne peut se défendre que dans le syndicalisme et en revenant aux vieilles méthodes d'autrefois.

Au meeting de l'après-midi, à 15 heures, marins et dockers réunis ensemble acclament les différents orateurs qui font passer devant leurs yeux la vivante image de leur misère infinie.

Dans cette salle plus de cinq mille grévistes sont assemblés et c'est tout le long cri de misère et de souffrance des partis, des maudits de la mer qui passe dans la ville, ébranlant les murs du Cercle Franklin.

A l'issue du meeting, des syndicalistes de la vieille CGT, décident de se porter au lieu de réunion du syndicat réformiste pour obliger le secrétaire à démissionner.

C'est alors un long flot humain qui défile dans le Cours de la République.

En arrivant devant la gare, les marins aperçoivent assis à la terrasse d'un café le régent Montagne, ancien secrétaire des inscrits maritimes — lequel a volé plus de quarante mille francs. Ils en profitent pour lui administrer une sévère correction dont tous les habitants du Havre se montrent satisfaisants ; car ce gredin réformiste qui, en même temps, est conseiller municipal, est considéré par la population comme une tripouille.

La police intervient au bout d'un moment pour dégager l'ex-sociétaire qui est en asseptisé état.

Il y a des remous et quelques bagarres se produisent au cours desquelles plusieurs arrestations sont opérées.

(Voir la suite en 3^e page)

A demain

L'abondance des matières nous oblige à remettre à demain :

POUR L'AMNISTIE INTEGRALE : UNE ENQUÊTE CHEZ LES SYNDICALISTES, de notre ami BOUDOUX et la suite de l'étude sur LES BAGNES D'ENFANTS.

Et la comédie continue

Le maître-chanteur Léon Daudet et son servile roquet Maurice Pujo ont de nouveau pointé leurs batteries sur le *Libertaire* :

A court de simili-arguments et de grotesques témoignages, ils ont essayé de donner le change sur un interview de moi paru dans *Le Petit Provençal* du 3 août.

Est-il bien nécessaire que je réponde à ces nouvelles insultes ? Je ne crois pas. Cependant, lorsqu'on a affaire à d'aussi répugnantes personnes que le père de mon petit camarade Philippe, il est bon de mettre les points sur les i, et cela plutôt deux fois qu'une.

Déjà, dans l'*Action Française* du 9 août, Maurice Pujo faisait l'âne pour avoir du foin. Dans un article intitulé : « Un aveu de Georges Vidal », il relevait la plupart des passages de l'interview du *Petit Provençal* et en discutait les termes avec une méticuleuse bêtise. Dans l'*Action Française* d'hier, Léon Daudet a repris à son compte la méthode (?) de l'hilarant Pujo.

C'est là qu'éclate la mauvaise foi évidente des aventuriers de la rue de Rome. Ils savent très bien qu'un interview n'est pas un article, et que je ne peux être responsable de la façon dont un journaliste a interprété une conversation, ni de la façon dont le journaliste a rédigé son papier. Mais, en maître-chanteurs professionnels, ils ont autre chose à faire qu'à respecter la vérité, n'est-ce pas ?

Il est aussi un autre point sur lequel je les mets au défi de me démentir. Le journaliste Pierre Humbourg, que j'ai rencontré incidentement à Marseille, n'a pu que résumer une conversation, car il n'avait pas pris de notes. Comme Humbourg est un journaliste consciencieux, son interview était vérifiée dans l'ensemble. Mais, comme Humbourg n'avait pas suivi l'affaire dans tous ses méandres, son interview était forcément approximatif dans les détails.

En un mot, l'interview du *Petit Provençal* a été faite de chic, et les termes du papier ne sont en aucune façon les miens.

Ces quelques précisions établies que restent des attaques de Daudet ? Rien : une querelle sournoise sur des mots plus ou moins impropre employés par le reporter du *Petit Provençal*. Et je ne m'y étendrai pas plus longtemps. Lorsque j'ai dit que

Relations bolchevistes

Les journaux annonçaient hier matin qu'à l'occasion de l'anniversaire du vote de la Constitution, l'ambassade d'Allemagne à Moscou avait organisé une grande réception à laquelle prirent part M. Tchitcherine et les principaux fonctionnaires du commissariat russe aux Affaires étrangères.

Tiens, tiens, voilà qui est curieux. Toute la presse bolcheviste à l'étranger combat

violemment la Constitution de Weimar et l'actuel gouvernement allemand. Et pendant que l'on « bouscule le crâne » au bon populo, S. Ex. Tchitcherine assiste aux réceptions de l'Ambassadeur d'Allemagne.

Nécessité diplomatique, dira-t-on. Oui, nous savons. Mais est-ce aussi par nécessité diplomatique que l'ambassade russe à Berlin a hissé le drapeau rouge pour fêter l'anniversaire de la Constitution allemande ? Rien ne l'obligeait cependant, et il eut été bizarre de voir les communistes allemands, qui ont fait une contre-manifestation en ce jour de fête, venir en signe de protestation arracher le torchon rouge de l'ambassade bolcheviste.

Mais les peuples se font jour pour des drapeaux et les « communistes » n'ont pas encore compris que le rouge de l'emblème était tout ce qui restait de la Révolution.

CHEZ LES FASCISTES

Honnêteté politique ?

L'Italie Nouvelle, hebdomadaire fasciste parisien, fondé par Nicola Bonserizzi pour faire connaître aux Français les... délices du régime fasciste, pour le compte du « grand Parti » et de la grande Italie » — ce qui est la même chose — dans le n° 5 du 10 aost est orgueilleux de reproduire le discours prononcé par Mussolini au Congrès national fasciste de Rome,

Nous regrettons que volontairement aient été oubliées quelques phrases, omissions qui suffisent pour enlever au discours toute sa valeur « guerrière », ce qui nous contraint d'intervenir pour mettre toute chose au point, même si cela pouvait déplaire à ces messieurs de l'Italie Nouvelle.

Ainsi où l'on lit : « Quand les temps durs seront passés, etc... », on doit lire : « Quand les temps durs de l'état de siège, etc... » ; car nous voulons nous aussi rendre hommage à la brutale affirmation mussolinienne : l'Italie est en état de siège ; les fascistes, nouveaux soldats d'aventure, bivouaquent et agissent comme en pays... connus, c'est là ce que nous voulons que le monde civilisé sache.

Mais il y a quelque chose de plus que l'Italie Nouvelle tait escamote. Mussolini, en dépit des combattants et de l'opposition a déclaré : « Nous voulons vivre dans le danger, en fascistes ». Puis, constatant l'isolement moral auquel est condamné le fascisme, il a ajouté, comme pour se rassurer : « Nous avons la force armée de l'Etat renforcée d'une autre force armée (la milice fasciste) qui est entrée en fait et en droit dans la Constitution ».

Et alors, messieurs de l'Italie Nouvelle, que devient le fameux « consentement général » ?

Soyez, au moins pour une fois sincères et déclarez que votre fortune est exclusivement fondée sur le banditisme à solde -- et que cela n'a absolument rien à voir avec le « Risorgimento », à moins qu'on ne veuille cyniquement renverser les termes historiques.

AUTOUR DU CADAVRE DE MATTEOTTI

La Tribune qui formulait il y a quelques jours, des hypothèses autour du cadavre de Matteotti, aujourd'hui se fait miraclement.

On fait courir le bruit que le cadavre du malheureux aurait été porté à Viterbo et jeté dans une vasque d'acide sulfurique, et qu'alors il serait vain d'espérer l'identifier.

Le mystère reste toujours plus impénétrable et personne n'essaie plus de le pénétrer fut-ce par des hypothèses.

Tandis que Dumini reste dans sa position

Pour Henri Guilbeaux

Philippe Daudet m'avait trompé en me demandant des renseignements sur Paris, je n'ai fait que répéter ce que j'ai eu l'occasion de dire plusieurs fois à l'instruction.

Mais je voudrais bien savoir où Pujo m'a vu « renoncer à la version imbécile et odieuse de Philippe converti à l'anarchie. » Pujo sent sa thèse tellement fragile qu'il a besoin de recourir au mensonge. Je n'ai, en effet, jamais dit ou écrit le moindre mot pouvant prêter à équivoque sur ce sujet. Si Philippe m'a caché sa véritable identité, c'est sans doute justement pour que ne soit pas mise en doute la sincérité de sa révolte. Le malheureux et cher petit camarade aurait craint de trouver trop de défiance chez moi si m'avait avoué être le fils de l'acte Porc Royal.

Et maintenant une dernière remarque — et qui ne manque pas d'importance. Léon Daudet, dans l'*Action Française* d'hier, écrivait que sous « l'interrogatoire pressant » du juge je me mis à pleurer ! Il y a quelque chose de vrai, là-dedans, — et qui n'est pas à l'honneur du juge Barnaud. Il est exact que, au cours d'un des interminables interrogatoires que je dus subir, je sentis mes yeux s'humecter de larmes de rage et d'indignation. Ce fut lorsque le juge Barnaud me cria, ma déposition terminée : « Je suis certain que vous me cachez quelque chose. Je suis fermement convaincu que la lettre soi-disant écrite au Grenier de Gringoire, où Philippe vous appela « cher copain », je suis fermement convaincu que cette lettre vous l'avez fait écrire par la force pour vous couvrir ! » Ah ! j'ai bonne mémoire, M. Barnaud, et si, tout en étant homme de parti, vous êtes un homme sincère, je vous mets au défi de me démentir !

Il est aussi un autre point sur lequel je les mets au défi de me démentir. Le journaliste Pierre Humbourg, que j'ai rencontré incidentement à Marseille, n'a pu que résumer une conversation, car il n'avait pas pris de notes. Comme Humbourg est un journaliste consciencieux, son interview était vérifiée dans l'ensemble. Mais, comme Humbourg n'avait pas suivi l'affaire dans tous ses méandres, son interview était forcément approximatif dans les détails.

En un mot, l'interview du *Petit Provençal* a été faite de chic, et les termes du papier ne sont en aucune façon les miens.

Ces quelques précisions établies que restent des attaques de Daudet ? Rien : une querelle sournoise sur des mots plus ou moins impropre employés par le reporter du *Petit Provençal*. Et je ne m'y étendrai pas plus longtemps. Lorsque j'ai dit que

Georges VIDAL.

Deux enterrements

Il arrive parfois que l'on dit : « Une fois mort, nous sommes tous égaux ! » Philosophe cela est peut-être vrai. Mais dans cette société d'orgueil et de plaisir, pour assouvir orgueil et plaisir, on se sert même des morts à titre de réclame.

L'histoire des deux enterrements le prouve suffisamment.

Dans les grandes villes ce sont des choses qui peuvent passer inaperçues ; mais dans des petites villes comme Nîmes, les événements sont assez rares pour que l'on y porte attention.

Le 9 aout, à sept heures du matin, un corbillard sort de l'hôpital. Le conducteur et deux porteurs seulement accompagnent le corps. Nous savons bien nous autres anarchistes, que mort, on doit se débarrasser au plus vite de notre cadavre, et nous renions les services de ces messieurs. Mais pour des êtres religieux comme celui que l'on menait en terre, il en va tout autrement.

Et c'est ainsi qu'il ne se trouva pas dans Nîmes un curé assez charitable pour assister ce bougre-là parti sans laisser d'héritage.

Au même instant, préparation d'une cascade monstrueuse. Monseigneur Marti, mort de la maladie des riches, était sur le point d'être porté dans le somptueux caveau des évêques, au cœur de la cathédrale. Ah ! ces gens ne partent pas seuls. Sur un ton kilomètre, successivement, orphelins et orphelines, quantité de religieuses en costume, pauvres malheureuses victimes du Dieu de leur religion ; les petits vieux, les plus gros, choisis dans les maisons de commerce que l'on désigne sous le nom d'hospices d'humanité ; quantité de vieilles filles aux joues plissées, bon nombre de vieilles femmes qui se rattrapent dans ce truc-là avec le regret de ne plus pouvoir nocer, et qui comme le diable se font ermite ; les sociétés royalistes de la région qui nous ont donné un aperçu de leur faiblesse, car elles n'avaient pas pu mobiliser une demi-douzaine d'individus par équipe.

Quant au clergé, s'il ne s'était pas trouvé un curé pour aller à l'enterrement du pauvre bougre de l'hôpital, ils étaient bien la trois ou quatre fois à la queue leu-leu, tous aussi gras les uns que les autres. Puis voici la demi-douzaine d'évêques encore plus gros que les curés, mais vêtus avec un luxe à faire manger les malheureux d'une ville de cent mille âmes pendant une longue période (ou es-tu petit enfant de l'étable de Bethléem ?) Puis le corps luxueusement décoré d'un manteau hors de prix, qu'il n'a pas envie de partager comme le fit jadis saint Martin, un jeune homme encadré de deux gros curés.

Voici maintenant M. le Préfet avec le même protestant Pau, les représentants de l'armée, les élus du département, et c'est tout.

Enlevons à ce cadavre la liste des malheureux amenés à l'obligatoirement, et la clique d'aigrefins intéressés à suivre sa dépouille, et il partait tout seul accompagné du porteur, comme le copain de l'hôpital.

Les réflexions entendues dans la foule des curieux qui regardait passer la cavalcade, étaient plutôt méprisantes pour l'excréable religion qui possède, pour le malheur du monde, tant de force.

Et quand donc le Jésus qui, paraît-il, chassa un jour les marchands installés dans le temple, reviendra-t-il chasser une tombe pour toutes ces nouveaux marchands qui, pire que les mercantis du temple de l'époque, trouvent le moyen de placer une marchandise invisible, il est vrai qu'ils font cela au nom du saint Esprit !

Raoul REYNAUD.

négative, et que de nombreux groupes fascistes se préparent à partir de Bologne pour Rome pour aller afficher autant de pancartes qu'il y a de fascistes morts sur lequel Arnaldo de Brescia, lieu où advint l'ignoble rapt du député unitaire.

Et le monde civilisé attend que la magistrature italienne...

Que mes amis Wullens et Vidal m'excusent d'empêtrer pour une fois sur leur domaine, mais je cède à un désir fort de dire ma pensée sur un opuscule paru récemment, et je leur promets formellement de ne plus recommencer.

Ayant eu vent de la prochaine parution d'un numéro spécial de la si intéressante revue *Les humbles*, consacrée à Henri Guilbeaux, j'avais manifesté à Wullens mon étonnement en même temps que ma crainte de voir des amis que j'estime beaucoup défendre ceux qui se font les tortionnaires des penseurs de Russie.

Hélas ! mes craintes ne furent que trop justifiées par les faits !

Ah ! quand Maurice Wullens a un ami, il ne l'abandonne pas facilement, et l'on pourrait féliciter hautement notre camarade si, dans l'effort qu'il tente, ne se glisse pas une omission formidante qu'on s'étonne même de voir se produire en les 112 pages de ce cahier.

Wullens part d'une bonne intention en voulant soulever tout le monde littéraire dans un mouvement de protestation unanime contre l'exil et la condamnation monstrueuse qui frappent Guilbeaux uniquement pour le punir d'avoir osé être pacifiste irréductible pendant la guerre. Il nous soutient son admiration pour l'œuvre immense accomplie par Guilbeaux dans sa revue *Demain*.

J'eus l'heure d'en lire quelques numéros pendant l'infâme boucherie et je me souviens encore de la joie éprouvée à la lecture des pages courageuses qui chantent la vie alors que tout concourrait à la mort hideuse.

Ah ! oui, en ces moments-là, j'admirais sans aucune réserve l'homme qui, de Suisse, nous envoyait le réconfort d'une partie.

Mais depuis...

Depuis, Henri Guilbeaux partit en Russie, fut un des associés de Lénine et Trotsky dans l'œuvre d'assassinat de la Révolution russe. Depuis, Guilbeaux connaît tous les actes de féroce autocratisme accomplis par les chefs du bolchevisme : il connaît les attentats monstrueux des dictateurs contre toute la pensée libre ; il connaît que tous ceux qui ne voulaient maintenir l'encensoir sur les Saintes Livres de l'orthodoxie marxiste étaient traqués, emprisonnés, fusillés quelquefois, envoyés dans les bagnes sibériens souvent. Il connaît tout cela, et non seulement le connaît, mais l'approuve.

Guilbeaux fut pacifiste... mais une reproduction photographique publiée en hors-texte de ce numéro des *Humbles* nous le montre riant et plastronnant aux côtés du ministre de la guerre de Russie : Trotsky, et ceci compense et détruit largement cela.

Guilbeaux fut calomnié, traqué, condamné pour sa pensée, mais un numéro pas très vieux de *l'Humanité* nous donne un article de Guilbeaux dans lequel les anarchistes étaient calomniés par lui et où il justifiait la terreur « rouge » à l'égard des penseurs libres de Russie.

Guilbeaux est proscrit... mais Guilbeaux, en Russie, ne proteste pas contre les proscriptions lancées contre Voline, Schapiro et autres camarades, uniquement pour délit de pensée, bien au contraire Guilbeaux approuve les décrets d'exil.

J'ai lu et relu attentivement, mon cher Wullens, toute la copieuse apologie de Guilbeaux que tu viens de publier, et rien du tout, n'a pu me faire prendre en pitie ce complice des tortionnaires.

Guilbeaux, dis-tu, a été condamné à mort par contumace : il faut s'élever contre ce jugement. Bien que n'étant pas juriste, je puis cependant te dire que sa condamnation ou rien c'est à peu près la même chose, car Guilbeaux rentrait en France voit immédiatement se renouveler toute la procédure d'instruction, et nul doute qu'il sera acquitté avec les preuves d'innocence qu'il possède.

Tandis que tous ceux qui furent exilés pour délit de pensée par le gouvernement bolcheviste, ceux qui sont les plus beaux ornements des antichambres ministérielles. Bien que le nombre de leurs débuts soit moins considérable, ils n'en réussissent pas moins à faire vivre un journal quotidien, et à se faire vivre eux-mêmes le plus confortablement possible. Leur action de revendications sociale ou même corporative ? Nulle ou à peine près !

Vous me direz, il y a la C. G. T. ditte Unitaire qui groupe sous le signe de Moscou les ouvriers révolutionnaires. Hélas ! ne s'agit-il en espèce que d'un second Parti communiste dont l'action est subordonnée aux ordres de l'I. S. R. laquelle est sous la dépendance directe de l'Internationale Communiste, ou si vous préférez du gouvernement russe. On comprend que toutes les agitations entreprises ou tentées par cette organisation le soient pour des buts qui n'ont rien à voir avec l'émancipation des travailleurs, et suivant les besoins de la politique étrangère de M. Tchitcherine. Et là aussi, le ministre Monmousseau et autres travailleurs honoraires peuvent attendre patiemment l'heure de la « Révolution Monégasque ».

A côté de ces deux C. G. T. dans lesquelles il n'y a pas de salut, voici que se dessine un mouvement très important encore, mais qui je l'espère se développera et réunira un jour prochain tous les travailleurs qui ont une autre ambition que de servir de marchepied à des pontifes orgueilleux et parasites comme tous les politiciens de leur espèce. Je veux parler du mouvement autonomiste qui peut, par une réforme judicieuse des mœurs syndicales actuelles redonner au monde du Travail la confiance qu'il semble avoir définitivement perdue et non sans cause.

Il n'empêche qu'en attendant, et face à toutes ces divisions imputables au caractère des chefs qu'à l'avachissement de la masse, la bourgeoisie triomphe insolentement.

Le recul de l'esprit de révolte va-t-il s'accélérer ? Oui, si les hommes se contentent de prendre pour monnaie courante les plus belles prophéties de leurs mauvais bergers, sans faire autre chose que d'attendre. Non, si tous veulent réagir et s'atteler à la besogne, et si pour commencer ils prennent le balai pour nettoyer les écuries prolétariennes, ou tout au moins retirer le pectin aux animaux qui s'y engrangent.

Il y a autre chose ? Bien sûr !

AUX HASARDS DU CHEMIN

Propos d'un Paria

électorale. Pour gagner des voix sur son concurrent, il aurait dépensé plus de deux millions.

Voilà bien le terrain économique dont nous parlait le « Matin » !

Le bon serviteur.

L'*Intran* consacre quelques lignes à M. Félix David, qui depuis cinquante-trois ans travaillait dans la même maison, et qui à la suite d'un écho du journal de la rue Réaumur vient d'obtenir de la Société d'encouragement une médaille de bronze.

Et l'*Intran* de conclure : « Plus d'un demi-siècle de bons services. Y a-t-il pour cela trop belle récompense ? »

Nous aussi,

La comédie de Londres

LES NEGOCIATIONS SE POURSUIVENT

Les ministres français, belges et allemands, ainsi qu'un certain nombre d'experts, se sont réunis hier, à 10 h. 30, à Downing-Street. M. Mac Donald n'assiste pas à la réunion.

Cette conférence qui a porté sur les questions restées en litige : évacuation militaire de la Ruhr, maintien des cheminots français et belges sur le réseau ferré rhénan, livraisons par l'Allemagne de matières corolaires, etc., s'est poursuivie jusqu'à 12 h. 50.

Hier à dix-sept heures, les délégués des trois puissances ci-dessus se sont réunis à nouveau à Downing-Street, et délibèrent encore à l'heure où nous téléphonons.

COMMENTAIRES BRITANNIQUES

« Le fait le plus saillant de la journée, écrit l'*Evening-News*, a été la réunion au 10 de Downing-Street des représentants de la France, de la Belgique et de l'Allemagne. Cette réunion constitue la première entrevue officielle entre les délégués des trois puissances, et se présente comme un événement diplomatique de la plus haute importance.

Il est à noter qu'elle constitue également une innovation dans l'histoire du Foreign-Office ; c'est en effet la première fois que des délégués de puissances étrangères se réunissent à Downing-Street hors de la présence d'un premier ministre anglais.

Le principal objet de la discussion a été la question de l'évacuation militaire de la Ruhr par les franco-belges. On connaît les deux thèses en présence : Les Français désirent prolonger cette occupation plusieurs mois encore dans le courant de l'année prochaine, parce qu'il faudra, selon eux, de dix à douze mois aux alliés pour se rendre compte que l'Allemagne exécute effectivement le plan Dawes. »

Le veau d'or

Un anglais le colonel Winterbottom de Derby, qui est mort le 23 avril dernier, a laissé une fortune de près de un million de livres, soit au change actuel plus de quatre-vingt millions de francs. Le « trésor » a perdu plus de trois cent mille livres de droits de succession.

Est-il utile de faire une fois de plus la parallèle entre la misère affreuse de certains et la honnête fortune des autres ?

Quatre-vingt millions de francs, placés à 6 % représente un revenu de 12.000 francs par jour, c'est-à-dire 500 francs par heure et cela pendant que de pauvres héritiers, des hommes aussi, crévent littéralement de faim et que des pauvres mamans n'ont pas de lait à donner à leurs miettes.

500 francs par heure sans rien faire alors que les parias sont obligés de travailler un mois parfois, pour gagner cette même somme, qui leur permet tout juste de vivre. Et l'on ne peut que s'étonner, de l'incompréhension des masses ouvrières qui ne se révoltent pas, à la lecture de ces faits, évidemment première page dans la presse britannique !

Hélas, la richesse règne encore en matière sur notre planète et le Veau d'Or est toujours debout.

Agrippine voyage

La reine-mère Marie-Christine est arrivée ce matin à Paris, venant de Suisse. Elle a été reçue à la gare par M. Quimond de Leon, ambassadeur d'Espagne, par un officier de la maison militaire du président de la République et par un représentant du président du Conseil, ministre des Affaires Etrangères.

Les représentants de MM. Doumergue et Herrriot ont salué la reine-mère et lui ont souhaité la bienvenue au nom des deux présidents et du Gouvernement français.

S. M. Marie-Christine retournera samedi à Saint-Sébastien.

Si MM. Herrriot et Doumergue représentaient en réalité le peuple français, personne, en leur nom, n'aurait été sauvé la mère du royal macaque Alphonse XIII.

Nous n'avons pas oublié Matteu et Nicolo. Nous nous souvenons toujours de Achet et tout le prolétariat français est unanimement pour cracher son mépris à la face du roi-roi d'Espagne, qui maintient derrière les grilles nos malheureux camarades.

C'est en leur nom propre et en celui de la réaction que MM. Doumergue et Herrriot ont salué la reine-mère d'Espagne.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 14 AOUT 1924. — N° 57.

Illusions perdues

par Honore de Balzac

DEUXIEME PARTIE

Un grand homme de province à Paris

— M. Chardon, répondit Chatelet avec une fausse bonhomie, savez-vous pourquoi ces dames vous ont quitté à l'Opéra ?

— Non, dit le patuvre poète.

— Eh bien, vous avez été desservi dès votre début par M. de Rustignac. Le jeune dandy, questionné sur vous, a purement et simplement dit que vous vous nommiez M. Chardon et non M. de Rubempre, que votre mère gardait les femmes en couche ; que votre père était en son vivant apothicaire à l'Hôpital, faubourg d'Angoulême ; que votre cœur était une charmante jeune fille qui repassait admirablement les chemises, et qu'elle allait épouser un imprimeur d'Angoulême nommé Séchard. Voilà le monde ! Mettez-vous en vue, il vous discute, M. de Marsay est venu rire de vous avec madame d'Espard, et aussitôt ces deux dames se sont enfuies en se croyant compromises auprès de vous. N'essayez pas d'aller chez l'une ou chez l'autre, Madame de Bargeton ne sera pas reçue par sa cousine si elle continuait à vous voir. Vous avez du génie, tâchez de prendre

votre revanche. Le monde vous dédaigne, dédaigne le monde. Réfugiez-vous dans une mansarde, faites-y des chefs-d'œuvre, saisissez un pouvoir quelconque, et vous verrez le monde à vos pieds ; vous l'irez alors les meurtres qui vous auront faites là où il vous les aura faites. Plus madame de Bargeton vous a marqué d'amitié, plus elle aura d'éloignement pour vous. Ainsi vont les sentiments féminins. Mais il ne s'agit pas en ce moment de réussir pour l'amitié d'Anais, il ne s'agit pas de l'avoir pour ennemie, et je vais vous en donner le moyen. Elle vous a écrit, renvoyez-lui toutes ses lettres, elle sera sensible à ce procédé de gentilhomme ; plus tard, si vous avez besoin d'elle, elle ne vous sera pas hostile. Quant à moi, j'ai une si haute opinion de votre avenir, que je vous ai partout défendu, et que, dès à présent, si je puis ici faire quelque chose pour vous, vous me trouverez toujours prêt à vous rendre service.

Lucien était si morne, si pâle, si défaite, qu'il ne rendit pas au vieux beau rajeuni

Le crime de Versailles

LES DEUX VOYAGEURS SUSPECTS SONT INNOCENTS

Versailles, 13 août. — Les recherches engagées pour retrouver les deux assassins de l'ingénieur Dutifoy n'ont donné encore aucun résultat. Ce matin, deux employés de la gare de Versailles rive gauche et un sous-officier du 5^e genie avaient déclaré avoir aperçu, aussitôt après la découverte du crime, deux voyageurs suspectés essayant de quitter la gare par une autre porte que celle de la sortie habituelle. Ils furent donc convoqués à la Sûreté générale et, mis en présence d'un sujet russe et d'un Polonais qui, soupçonnés d'avoir pris part au crime, avaient été gardés à vue.

Mais les trois témoins n'ont pas reconnu ces deux hommes qui, d'ailleurs, ont fourni l'emploi de leur temps, reconnu exact par la police.

D'autre part, on avait supposé que chacun des bandits était armé d'un instrument pour commettre le crime, des fragments de lime ayant été trouvés auprès de la victime dans le compartiment.

L'enquête a révélé que ces fragments de lime provenaient d'un tiers-point appartenant à un chef de train qui, lorsque le crime fut découvert, avait brisé cet outil en voulant ouvrir une botte à pansements pour prodiguer des soins au blessé. — (Radio.)

LEURS DIVIDENDES

L'ACCIDENT DE SAINT-JEAN-SUR-FOINON

Fougères, 13 août. — La victime du terrible accident survenu le 11 août dernier, au cours des opérations de battage, dans une ferme de Saint-Jean-sur-Foinon, M. Jean-Louis Doulaud, qui avait eu le bras pris par le batteur, a succombé aujourd'hui à sa blessure.

Décapité par sa charrette

Toulouse, 13 août. — Un homme paraisse ayant âgé de 55 ans, a été découvert hier soir près de Portet-Saint-Simon, sur la route nationale, complètement décapité. On crut d'abord à un terrible accident d'automobile, mais l'enquête ouverte démontre que le malheureux, qui se nommait Joseph Gaston Roulier, au service de M. Pujols, marchand de vaches laitières à Toulouse, avait été écrasé par sa propre charrette, retrouvée non loin de là. — (Radio.)

Ecoles de cambriolage

Dans un article de la « Presse » du 12 août, nous relevons le passage suivant : « Se trouve-t-on en présence d'une bande organisée ? On ne le sait pas encore. Mais ce qui est certain, d'après les témoignages des victimes, c'est que, parmi ces escrocs, on remarque plusieurs Algériens. Il y a quelques jours, la « Presse » signalait la présence dans la capitale de nombreux indigènes sortis d'une école de cambriolage fondée à Alger. Cette étrange pépinière a-t-elle envoyé sur le continent de nouveaux spécialistes dressés à un genre de vol bien spécial ? »

Cette étrange pépinière, mon brave rédacteur, c'est tout simplement une prison quelconque où vous avez coutume d'envoyer pour une peccadille les malheureux Algériens qui, sous couvert de civilisation, vous abrutissez à corps d'absinthe, de catéchisme et de patriotism.

Et ceux qui sont rebelles à votre préparation, — je dis bien « rebelles », car un Français dans le même cas s'attribuerait les qualificatifs creux de « patriote » et de « héros », — ces rebelles donc, à la moindre veillée de révolte, ne les fourrez-vous pas dans vos prisons civilisées, où ils ont tout à apprendre de vos méthodes ?

Et faites-vous donc, vous-mêmes, lorsque vous frappez des pièces de vingt sous qui valent peut-être cinq centimes ? Comment entendez-vous qualifier cette escroquerie légale, financière et constitutionnelle ?

Ah ! non ! mon vieux rédacteur, il faut en avoir une couche pour écrire de pareilles bêtises... Ne savez-vous vraiment pas, par exemple, qu'une grande partie de la flotte immonde qu'on appelle indicateurs se recrute précisément dans vos prisons, ces écoles du vice, de l'hypocrisie, de tout ce beau bagage, enfin qui caractérise, en somme, la mentalité du bourgeois bien pensant, lecteur conscient de la « Presse » ?

Le restaurateur affirme que plusieurs autres pensionnaires ayant mangé exactement les mêmes mets n'ont pas été indisposés ; l'intoxication pourrait donc ne pas être d'origine alimentaire.

Des recherches sont effectuées du côté des locaux de l'usine. — (Radio.)

La grève du Havre

(Suite)

Les marins et dockers continuent leur lutte vers le bureau du syndicat réformiste — où régne encore, mais presque seul, le trahison et le sinistre Le Gohidec, comme le nomment les marins.

Mais le siège est bien gardé et encercle par la police — aussi ne put-il être levé.

Toujours sous la protection des flots, Le Gohidec, secrétaire du syndicat réformiste, tente de tenir une réunion dans les Établissements Huillard, mais sans y parvenir, car le propriétaire ne veut pas courir le risque d'être envahi par les grévistes.

Encourus de ces procès de politiciens, les derniers lafayettistes encore fidèles à la vicelle C. G. T. décident d'entrer dans la lutte aux côtés de leurs camarades autonomes.

Un fait se dégage de cette grande bataille maritime : la collusion des chefs réformistes avec le patronat et les pouvoirs publics.

Le Havre, ils se sont montrés sous leur véritable jour, comme des traîtres à la classe ouvrière.

Leur attitude ici est un coup mortel porté à la vicelle C. G. T. (qui, pourtant, méritait un meilleur sort).

Dans l'action, les chefs lafayettistes se sont faits les meilleurs auxiliaires du Comité Central des Armateurs.

Ils sont jugés maintenant dans cette ville et ne se releveront jamais de leur infamante trahison.

D'ailleurs, l'enseignement moderne n'a pas pour lui que des « politiciens de gauche ». La majorité du Conseil Supérieur de l'Instruction Publique, la plupart des inspecteurs généraux, des associations universitaires, des groupements corporatifs, les rapports, enfin, des proviseurs nouvellement consultés préconisent le maintien d'une section sans latin ni grec dès la sixième.

La maladresse de M. Léon Bérard fit, à ce qu'il paraît, déclencher une révolution pédagogique en matière politique. Malgré tout, malgré la trahison des chefs abandonnés par leurs propres troupes, les inscrits maritimes du Havre se sont rangés sous l'étendard du syndicalisme révolutionnaire débarrassé de l'emprise des politiciens et sauront priser l'arrogance et la volonté des armateurs.

Dans l'autonomie, sur la base la plus directe de l'action de classe, l'Union Syndicale des Marins de France, par son audace, son énergie et sa combativité, prouvera à tout le pays que le syndicalisme n'est pas mort et qu'il peut encore appeler les esclaves à la lutte — malgré les trahisons d'en haut.

Bravo donc pour le Havre et les inscrits ! Ordre du jour du 13 août :

« Les marins du Havre, réunis ce jour au Cercle Franklin au nombre de cinq mille ;

« Après avoir entendu l'exposé de la situation fait par les membres du Comité de Grève :

« Constatant avec plaisir qu'au moment où le Comité Central des Armateurs de France se réunit pour examiner leur revendication portant sur l'augmentation de salaire de cinq francs par jour, les agents du service général à bord se sont joints au mouvement engagé pour faire triompher les malades de la lutte — malgré les trahisons d'en haut.

En attendant, disent les gringoux, il déconcerte les élèves : il plonge dans l'incertitude les parents. Ordre ! Contre-ordre ! Désordre ! L'enseignement secondaire va-t-il donc être « chambardé » à chaque renouvellement ministériel ?

Il y a du vrai dans ces critiques. Mais qui retombe-elles ? Sur le ministre, qui vit

l'initiative du « chambardement » ; sur l'absurde innovation qui consiste, après plus d'un demi-siècle de latin facultatif, à imposer aux bacheliers le latin obligatoire.

M. François-Albert se borne à rebâiller le statu quo ante » Bérard. Remettre le mobilier en place, ce n'est pas bouleverter la maison !

« Eh ! Eh ! Mais le Bloc des Gauches n'a jamais fait autre chose que remettre l'imobilier en place. Tant pis s'il est rongé par la vérité. »

« Se séparent aux cris de : « Vive l'action corporative ! Vive la grève générale ! Vivent les cinq francs ! »

Après lui le débâcle !

Paroles dans le vent

De Bernard Gervaise, dans « Paris-Soir » :

Voici environ deux ans se produisaient dans divers music-halls parisiens des manifestations patriotiques tendant à interdire aux acrobates allemands l'accès de la scène française. Rien ne semblait plus légitime, puisque les Allemands étaient avec quelques autres nations d'étrangers, nos ennemis héritaires. Mais que pensez-vous que firent les patriotes allemands en apprenant la chose ? N'eurent-ils pas l'idée saugrenue de boycotter, de leur côté, nos artistes ? Ça leur ressemble bien, à ces Boches. Avec leur détestable esprit d'imitation, il est impossible de rien faire devant eux sans qu'ils vous singent aussi ! On eut beau leur expliquer ce que pareille attitude avait de discours et de mesquin, ce fut en pure perte, les acrobates français en tournée durent continuer d'éviter Berlin, tandis que les Allemands faisaient un petit détour pour ne pas traverser Paris. Cela jusqu'au jour où l'on s'aperçut dans les deux pays que le public, fatigué d'une certaine monotone dans la composition des programmes, se détachait peu à peu des jeux du cirque. Alors, les adversaires décidèrent de s'entendre. A l'heure actuelle, ils sont en train de régler, dans je ne sais quelle capitale, les préliminaires d'une conférence pour la paix.

Voyez donc ce qui semble particulièrement factice dans ces guerres économiques comme dans les autres : sans les répressions, tout acte d'hostilité apparaît généralement vain et raté. C'est même, en y réfléchissant, le résultat le plus décevant de la guerre, qui ne pourra devenir vraiment triste et joyeuse pour les belligerants

et deux ou trois furent assez saisies par sa beauté pour se retourner. Lucien étudia la démarche et les façons des jeunes gens, et son cours de belles manières, tout en pensant à ses trois cent soixante francs.

Le soir, seul dans sa chambre, il lui vint à l'idée d'éclaircir le problème de sa vie à l'hôtel du Gaillard-Bois, où il déjeunait des mets les plus simples, en croyant économiser. Il demanda son mémorial en homme qui voulait déménager, il se vit débitor courut au pays latin, que David lui avait d'une centaine de francs. Le lendemain, il recommanda pour le bon marché. Après avoir cherché pendant longtemps, il finit par rencontrer rue de Cluny, près de la Sorbonne, un misérable hôtel garni, où il eut une chambre pour le prix qu'il voulait y mettre. Aussitôt il paya son hôtelier du Gaillard-Bois et vint s'installer rue de Cluny dans la journée. Son déménagement ne lui coûta qu'une course de fiacre.

Un jeune homme mis ainsi, lui dit-il, peut s'aller promener aux Tuilleries, il épousera une riche Anglaise au bout de quinze jours.

Cette plaisanterie de tailleur allemand et la perfection de ses habits, la finesse du drap, la grâce qu'il se trouvait à lui-même en se regardant dans la glace, ces petites choses rendirent Lucien moins triste. Il se dit vaguement que Paris était la capitale du hasard, et il crut au hasard pour un moment. N'avait-il pas un volume de poésies et un magnifique roman, *l'Archer de Charles IX*, en manuscrit ? Il espéra dans sa destinée. Staub promit la redingote et le lendemain, le böttier, la lingère et le tailleur revinrent, tous munis de leurs façons. Lucien, ignorant la manière de les congédier, Lucien, encore sous le charme des coutumes de province, les solda ; mais, après les avoir payés, il ne lui resta plus que trois cent soixante francs sur les deux mille francs qu'il avait apportés à Paris : il y était depuis une semaine ! Néanmoins, il s'habilla et alla faire un tour sur la terrasse des Feuillants. Il y prit une revanche. Il était si bien mis, si gracieux, si beau, que plusieurs femmes le regarderent,

Grave accident d'automobile

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Organisations syndicales. sauvez le "Libertaire" quotidien

Vous avouerez, camarades des organisations syndicales, que nous ne vous avons que très rarement adressé des appels de ce genre.

Mais aujourd'hui la situation étant très critique nous venons vous demander de faire pour notre quotidien, qui a mis une grande partie de sa quatrième page à votre disposition, un grand effort pécuniaire, de le faire immédiatement car dans sept jours il sera trop tard.

La grève des fourreurs

La réunion d'hier matin à la Bourse a été la vague grossissante de la veille. De nouveaux contingents sont venus épauler les premiers grévistes. C'est un succès pour le second jour de grève.

L'action va d'ailleurs s'intensifier, et de nouvelles maisons vont entrer en lutte aujourd'hui. C'est une grève qui répond aux besoins légitimes de la corporation et le succès est certain.

13^e REGION FEDERALE DU BATIMENT

Pour les huit heures

En réponse à la dernière circulaire de l'inspecteur divisionnaire datée du 24 juin dernier et qui est la négation du principe même de la journée de huit heures, la 13^e région a décidé de toucher tous les chantiers pour rendre cette circulaire inaplicable, en employant la "force syndicale".

Le début de cette campagne est encourageant. Avant-hier au soir, aux chantiers de la porte Montmartre, 200 camarades environ avaient répondu à l'appel de la région et après avoir entendu les camarades des diverses organisations, ils ont décidé de s'organiser pour soutenir l'action engagée par la 13^e région.

Espérons que cela va continuer et que tous les corporatifs vont apporter leur appui à cette campagne.

Tous debout pour les huit heures intégrales.

La 13^e Région fédérale.

Dans le S.U.B.

Préparons-nous. — C'est dimanche 17 août à 9 heures du matin, grande salle Ferrer, Bourse du travail, que le S.U.B. tiendra son Assemblée générale. Il importe qu'elle revête un caractère imposant en raison de l'agitation qui se mêne dans les chantiers et ateliers, et celle plus grande encore qui doit suivre. Le moment n'est plus au sommeil, il faut agir ; il faut agir vite et rigoureusement pour que les résultats soient sûrs.

L'heure est venue de montrer que la solidarité n'est pas un vain mot, toutes les sections doivent être solidaires les unes des autres, chaque militant, chaque syndiqué, se doit d'apporter toute son activité dans l'action entreprise. Pour atteindre ce but, pour la déterminer d'une façon méthodique toutes les sections techniques doivent être présentes. Nous disons toutes les plus favorisées ne doivent pas oublier les autres.

Doré, cuneutiers, maçons, charpentiers en fer, charpentiers en bois, plombiers-couvreurs et poseurs, menuisiers, peintres, cernanistes, serruriers, carreurs-faïenciers, dessinateurs et commis, paveurs, briqueteurs, fumistes industriels, monteurs électriques, tous vous entendez, tous, vous vous devez d'être présents. Que la fête de Marie ne soit pas le prétexte de votre absence. Les secrétaires de sections feront tout le nécessaire pour la réussite. Le S.U.B. ne doit pas être un groupement où se trouvent isolées les corporations, c'est dans l'union, la concorde et l'unité que l'action doit être menée.

Donc, tous à l'œuvre de façon que cette réunion soit un succès.

LE BUREAU.

Aux Serruriers. — La désertion des organisations syndicales de la part des travailleurs du bâtiment en général, et de la serrurerie en particulier, a eu son aboutissement dans le décret du 24 juin 1924 signé de l'inspecteur divisionnaire du travail, Martin.

Ce décret démolit complètement la loi des huit heures par les dérogations qu'il accorde.

Rappelez-vous que les décisions patronales prises à Prague sont : « Par l'augmentation des heures de travail, vers la régression des salaires ! »

En conséquence, vous voyez où les pouvoirs publics, en accord avec le patronat, veulent en venir.

Vous vous dresserez contre ce décret, car ce serait un crime contre vous-mêmes et contre vos familles d'accepter de saboter une re-vendication qui a fait couler tant de sang ouvrier, et qui a causé tant d'années de prison aux militants.

Aussi, camarades serruriers, vous viendrez tous dimanche 17 août à l'assemblée générale du S.U.B., ou en accord avec toutes les autres sections techniques, vous prendrez des décisions d'agitation et d'action pour pouvoir obtenir un peu plus de bien-être et de liberté.

Que pas un « pan-pan » syndiqué ne manque à cette réunion.

Aux Charpentiers en fer. — Réellement la Maison Dernier-Berson-Hamet, rue Marcaud, n'a vraiment pas de chance ; à chaque fois que le chef meneur Faux réussit à tromper quelques ouvriers, quand il repasse le lendemain sur les chantiers, il trouve la place vide.

Continuons, camarades et nous verrons si ces messieurs pourront encore longtemps nous tenir en échec.

Les camarades chômeurs sont priés de

passer à la Bourse du travail, au bureau du S.U.B. il y a de l'embauche.

La section invite tous les corporants à assister nombreux à la réunion générale du Syndicat unique du bâtiment qui aura lieu dimanche prochain, à 9 heures précises, Bourse du travail, salle Ferrer.

Paveurs et aides. — L'action bat son plein, les paveurs et aides sont sortis de leur torpeur. La journée de huit heures et les salaires sont posés dans la presque totalité des chantiers. Ce n'est que le début. Ni les arrestations, ni les renvois n'autorisent de la volonté de nos camarades. Deux d'entre eux ont été arrêtés avant-hier, pour avoir rappelé un malheureux à son devoir de classe. Hier matin, on leur a rendu la liberté, sans doute que le geste était trop grossier.

Ils ont tous quitté le chantier, c'est peut-être là, une mauvaise tactique ! Allons les gars, du sang-froid et de l'énergie ; restez sur les chantiers, c'est au compte du patron que vous devez vous reposer. Un p'tit travail bien soigné et bien conscientieux, si le budget patronal en souffre, celui de la ville, qui est celui des contribuables, en bénéficiera. C'est d'ailleurs au coffre-fort qu'il faut toucher, car c'est là que les exploitants ont le cœur. La réflexion doit précédé l'action, il faut que chacun s'en inspire. Le ventre de Paris est ouvert, c'est vous seuls qui pourrez le refermer. Sonnez-y.

Les chômeurs forcés devront se rendre à la Bourse du travail, après leur besogne d'action sur les tas pour examiner en commun celle qui doit suivre. Qu'on se le dise et pas de défection. Tous au Syndicat.

LE CONSEIL.

Aux Démolisseurs et aides. — Camarades, dans notre précédente réunion du 3 août, nous avons envisagé notre situation et décidé de demander à nos patrons, une amélioration de nos conditions de vie.

La majorité de ces derniers nous ont répondu qu'ils attendaient la décision de leur Chambre syndicale.

Comme Sœur-Anne, nous n'avons rien vu venir. Nous avons donc renouvelé notre demande et nous espérons avoir une réponse d'ici peu.

C'est pourquoi nous nous convoquons à la réunion qui aura lieu demain Vendredi 15 Août, à 9 heures du matin, Salle Raymond-Lefebvre, 8, avenue Mathurin-Mourau.

Camarades, démolisseurs et aides, vous serez tous présents à cette réunion, car il nous faudra prendre des dispositions d'action pour faire aboutir nos revendications. Nous ne pouvons plus attendre, car l'hiver, avec son triste cortège de misère arrive à grands pas et à ce moment-là, il sera trop tard.

Donc, camarades, tous à la réunion.

LE CONSEIL.

N. R. — Les camarades terrassiers travaillant dans la corporation sont près d'être présents.

Un pointage des cartes aura lieu à l'entrée.

DANS LA VOITURE

Une sale boîte

La maison Charlotte, 25, rue de Courcelles à Levallois est la carrosserie qui détient le record des sales boîtes. Les samedis de quinzaine, les ouvriers ne sont payés qu'une partie de leur salaire, le reste ne leur étant payé que petit à petit dans le courant de l'autre quinzaine. Nous mettons donc les camarades en garde contre les agissements de cet exploitateur qui ne se préoccupe pas de savoir si les ouvriers qu'il emploie ont faim.

Une leçon d'action directe à Valence

Dans une petite usine de montage électrique située à Chabeuil, commune d'environ un millier d'habitants, surgissant il y a quelques jours un conflit entre le personnel et la direction. Ce conflit avait pour motif une demande d'augmentation et le renvoi du chef d'atelier, renommé pour moucharrage, avec cela double d'un esprit de gardes-chambre par excellence. Entre parenthèse, laissez-moi vous dire que la plupart des ouvriers étaient tous des jeunes de dix-huit à vingt ans, non syndiqués, car à Chabeuil, comme à Valence d'ailleurs, le syndicalisme est coulé à fond. La division a fait son œuvre ici comme à Paris.

Donc, la veille du conflit, les deux tiers des ouvriers se concertèrent sans bruit, avec l'esprit bien arrêté d'avoir satisfaction, ou sinon s'était le départ. Ce qui fut dit fut fait. N'ayant pu s'entendre le lendemain, la dizaine de jeunes gens se firent régler, en laissant la direction dans le pétrin, car il faut que je vous dise qu'une commande devait être livrée quelques jours plus tard.

Dans cette histoire, ce qui est le plus déconcertant, c'est de voir la presse régionale au service du patronat, en ne décrivant pas les faits tels qu'ils sont arrivés.

Voilà la note passée dans *Le Progrès* de Lyon : « Une petite grève à Chabeuil. Les ouvriers de l'usine Merle ont quitté le travail pour les motifs suivants. Ils demandaient une augmentation de salaires et un repos de deux heures à midi au lieu de une heure et demie. Ils s'engageaient en outre à faire une demi-heure de plus le soir. L'accord n'a pu se faire entre le patron et les ouvriers. »

Voilà les faits, camarades. Il y a un enseignement à tirer de ce petit mouvement. A mon avis, c'est que l'esprit syndicaliste prenne l'engagement d'honneur de ne pas abandonner la campagne d'agitation qui s'impose. Il faut que l'opinion publique soit saisie. C'est le moment de montrer que les organisations syndicales ne sont pas endormies ; elles doivent de prendre cette campagne à cœur, c'est la vie même des ouvriers qui est en jeu.

Devant cette catastrophe, que pèsent de misérables querelles ? Unité, clame-t-on, de toutes parts ! Eh bien, réalisons-la sur le cercueil de nos malheureux camarades assassinés par un capitalisme dont les victimes ne se comptent plus.

Je dis Bravo à ces jeunes gens. Et nous tous, camarades, ne désespérons pas, redoublons d'effort !

Ernest DUCOR.

PEYTAUD.

L'action du Comité de Défense Sociale de Lyon

De tous temps il s'est produit des inquiétudes sociales ; aussi loin que nous puissions remonter dans l'histoire, nous relevons cet antagonisme qui créent les différences de classes. Classe dominante écrasant de tout son poids brutal et féroce ceux qui chaque jour sont à la peine et toujours sujets à la souffrance.

L'histoire est un long parcours où l'opérateur s'est étale tout ce que le prolétariat endure de souffrances ; la loi du plus fort a toujours dominé et domine encore dans l'esprit de ceux qui ne connaissent de la vie que son côté de plaisirs et de joie.

Aussi inhuanique qu'hier, l'oppression des grands se fait sentir aujourd'hui. Des milliers et des milliers de malheureux souffrent encore dans les bagnes et dans les prisons ; leur seul crime fut de ne pas vouloir participer à la vague de démentie qui de 1914 à 1918 ensanglanta le monde entier, ils en subissent aujourd'hui les terribles conséquences.

Les hommes d'Etat viennent une fois de plus de donner la juste mesure de leurs sentiments d'humanité. Leurs promesses d'hier sont allées comme bien d'autres promesses dans le domaine de l'oubli.

Le Comité de défense sociale de Lyon prend à cœur la défense de ceux qui, victimes des inquiétudes de moment, font appel à un peu d'humanité.

Se souvenant de ce qu'il fut de 1918 à 1921, le Comité de défense sociale de Lyon fait appel à tous les hommes de cœur, à tous les militants pour qu'ils viennent y apporter tous leurs efforts, toute leur volonté.

Il pense que plus que jamais leur aide est nécessaire, indispensable.

Nouvellement reconstitué, il pourra entreprendre à breve échéance une vaste campagne d'agitation.

À l'œuvre donc ! Les bonnes causes ont toujours intéressé les hommes de cœur, une cause aussi belle, aussi noble que celle de l'amnistie doit recueillir les suffrages de tous ceux qui comprennent la souffrance.

Tous les jeudis, à 20 h. 30, au siège, 86 cours Lafayette, réunion du Comité. Il est rappelé à tous les camarades, que quel que soit le nombre des présents, les réunions commenceront toujours à l'heure exacte.

DANS LES P. T. T.

La catastrophe de Bicêtre

L'épouvantable accident de Bicêtre, où trois de nos camarades ouvriers des lignes trouvèrent une mort horrible, va-t-il avoir pour résultat de secouer une opinion publique endormie par les mensonges d'une presse vendue à toutes les puissances d'argent et dont certains organes émergeant avec des fonds secrets, font chorus avec les dirigeants de l'administration pour accuser encore une fois la fatalité ?

L'organisation complexe des services téléphoniques, l'inextricable réseau du sous-sol de Paris font qu'une deuxième ville existe sous la première, ayant comme celle-ci ses grandes voies, ses canaux.

Lorsque Victor Hugo décrivit dans *les Misérables* les égouts de Paris, il était loin de s'imaginer le développement prodigieux que prendraient ces canaux souterrains qui, primitive servir à l'écoulement des immondices de la grande cité.

Aujourd'hui, l'égout a de multiples attributions : eau, gaz, téléphone, télégraphe, air comprimé passent dans l'égout qui devient ainsi le chantier sur lequel travaillent les ouvriers des P. T. T., puisque aussi bien tous les câbles téléphoniques étant souterrains, Si un dérangement se produit sur une ligne d'abonnés, il faut qu'une équipe d'ouvriers descende dans l'égout et effectue la réparation. De même le réseau téléphonique prenant de l'extension, il ne se passe pas de jours sans que des équipes déroulent des câbles.

S'imaginera quelles sont les conditions de travail qui sont faites à ces malheureux, à ces parias ? Plongés dans la nuit, n'ayant pour s'éclairer qu'une lampe, obligés de travailler en adoptant des positions très fatigantes, ils ont à redouter les dangers d'explosion provoquée par des émanations de gaz, comme lors de l'accident de Clichy, ou comme lors de l'accident de Bicêtre. Les dégâts sont énormes et dévastateurs.

Ordre du jour : le Congrès national.

La présence de la Commission d'organisation du Congrès et celle de chacun est indispensable.

Jeunesse Syndicaliste. — Réunion extraordinaire du Comité d'entente, ce soir à 20 h. 30, au siège.

Boulanger. — Au lendemain, réunions de sections :

10^e arrondissement : 47, rue du Faubourg-Saint-Denis ; délégués : Chausson et Rio.

12^e arrondissement : 4, rue Pleyel ; délégués : Poisson et Magna.

14^e arrondissement : 111, rue du Château-d'Eau ; délégué : Périalat et Potard.

Asnières : 11, rue Jean-Jaurès ; délégués : Lenonquie et Chauvet.

Argenteuil : Café des Sports, 70, Grande-Rue.

Le vendredi 15 Août, à 20 h. 30, au siège.

Ebenistes. — Conseil syndical ce soir, à 18 h. 30, au siège.

Scieurs, Découpeurs, Mouluriers. — Ce soir, à 20 h. 30, salle des Commissions, Bourse du Travail, 5^e étage, Conseil syndical, Commission de contrôle, reportée au mois prochain.

Jeunesse Syndicaliste. — Réunion extraordinaire du Comité d'entente, ce soir à 20 h. 30, au siège.

Ordre du jour : la sécession.

Minorité Syndicaliste de la Seine. — Pas de réunion de la Commission de travail, demain vendredi.

Minorité des Boulanger. — Réunion de la Commission exécutive ce soir, à 17 heures, Maison des Syndicats, avenue Mathurin-Mourau.

DANS LE S. U. B.

CONSEIL GENERAL. — Ce soir, à 18 heures, bureaux 13 et 14, Bourse du Travail, 4^e étage.

Les Sections techniques devront veiller à leur représentation.

MONTEURS-ELECTRICIENS. — Conseil ce soir, à 17 h. 30, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 15. Tous les camarades délégués devront être présents.

PLOMBIERS-COUVREURS-POSEURS. — Conférence extraordinaire ce soir, à 17 heures, Bourse du Travail, 4^e étage, bureau 14.

</